

Journée Africaine de lutte contre la corruption : les fonds d'aide COVID-19 et les flux financiers illicites en tête des préoccupations des sections de Transparency International dans un dernier appel à l'action

11 juillet - À l'occasion de la Journée Africaine de lutte contre la corruption, 28 sections de Transparency International de l'Afrique ont envoyé une lettre ouverte aux dirigeants de l'Union africaine (UA), en leur rappelant leurs engagements en matière de lutte contre la corruption et en demandant instamment que des mesures supplémentaires soient prises d'urgence.

Ces organisations ont fait part de leur inquiétude face au relèvement de la région après la pandémie de COVID-19, qui a gravement affecté les moyens de subsistance de tous les citoyens africains et aggravé les inégalités. Des fonds importants sont nécessaires pour inverser ces effets, mais la corruption menace de détourner de l'argent de domaines importants tels que les soins de santé et l'alimentation. Ces 28 organisations appellent donc les États à ouvrir les informations sur les achats, à sanctionner et à poursuivre tout abus des fonds de relance COVID-19.

La lettre reconnaît également que des dizaines de [milliards de dollars](#), en fonds illicites, quittent l'Afrique chaque année, ce qui est de l'argent qui pourrait être investi dans des services publics essentiels pour sa population. Elle appelle les dirigeants à accélérer les stratégies de lutte contre ces flux financiers illicites et à déployer des réformes telles que les exigences de « connaître sa clientèle » et la fin de structures de compagnies secrètes.

Bien que la ratification quasi universelle par les États africains de la Convention de l'UA sur la prévention et la lutte contre la corruption soit louable, la lettre attire l'attention sur la piètre traduction de cette convention en actions au niveau national.

Lire la lettre complète ici: *lien*

Rueben Lifuka, vice-président de Transparency International, a déclaré:

« C'est un moment critique pour la région d'Afrique et ses habitants. Si la corruption n'est pas combattue de toute urgence, elle bloquera les efforts de reconstruction après la pandémie dévastatrice et entravera les plans de la région visant à bâtir un avenir plus fort et durable. La gestion équitable et transparente des fonds de relance à grande échelle liés à la COVID-19 et la prévention de la sortie illicite de milliards de dollars de la région devraient être la priorité absolue de tous les dirigeants. En cette Journée Africaine de lutte contre la corruption, nous avons besoin que l'UA et les gouvernements des États africains suivent les conseils d'experts et instituent de toute urgence des réformes anticorruption globales, fortes et décisives. »

Notes aux rédacteurs en chef :

- Le dernier Indice de Perception de la Corruption montre que la corruption dans le secteur public en Afrique se situe à une moyenne de 33 sur 100, soit le score régional le plus bas au monde : <https://www.transparency.org/en/news/cpi-2021-sub-saharan-africa-amid-democratic-turbulence-deep-seated-corruption>
- Plus [d'une personne sur quatre en Afrique](#) a versé un pot-de-vin pour accéder aux services publics, selon l'enquête la plus importante et la plus détaillée sur les expériences directes des citoyens en matière de corruption, le Baromètre mondial de la corruption: <https://www.transparency.org/en/gcb/africa/africa-2019>

Des experts de la région sont disponibles pour entrevue :

Paul Banoba, conseiller régional Afrique de Transparency International
Pbanoba@transparency.org

Samuel Kaninda, conseiller régional Afrique de Transparency International
Skandinda@transparency.org

Pour toute demande de la presse, veuillez contacter :

Secrétariat de Transparency International
press@transparency.org